

Question présentée par le député :

M. Sylvain Thévoz

Date de dépôt : 11 mai 2020

Question écrite urgente

Protection civile : quelle gestion de crise ?

Des astreints mobilisés dans la hâte par la protection civile à Pâques l'ont été sans raison. Le canton a alors repris dès le 12 avril la planification de la PC Genève-Ville. Lors de cette reprise, le canton aurait décidé de « tout reprendre à zéro ». Dans les faits, il semble que les problèmes aient perduré avec des astreints se plaignant d'être sur-sollicités pour des missions alors que d'autres astreints n'ont pas été contactés. Les critères concernant le choix des astreints et la durée de leur engagement posent question.

Je remercie le Conseil d'Etat de nous indiquer :

- *Est-il exact que, suite à la reprise par le canton de la gestion des astreints, ces derniers ont dû signer des clauses de confidentialité afin de ne rien pouvoir dire sur leurs conditions de travail ? Cette pratique est-elle usuelle à la PC ? Depuis quand existe-t-elle ?*
- *Combien d'astreints la PC a-t-elle à disposition dans ses fichiers et combien ont plus de 30 ans ?*
- *Combien d'astreints ont été convoqués pour une/des mission/s ?*
- *Quelle a été, en jours, la durée moyenne d'engagement des astreints de la PC qui ont effectué une/des mission/s ?*
- *Est-il exact que, jusqu'à 30 ans, les astreints paient une taxe militaire (diminuée par leurs jours d'engagement) et qu'au-delà de 30 ans ils ne la paient de toute façon plus, quel que soit leur nombre de jours d'engagement ?*
- *Quelle a été la moyenne d'âge des astreints qui ont effectué une mission ?*

- *Combien de personnes de plus de 30 ans ont été astreintes ? Combien y a-t-il de personnes de plus de 30 ans dans les bases de données de la PC ?*
- *Sur quels critères ont été choisies les personnes astreintes à une/des mission/s ?*
- *Quelles ont été les prises en compte des situations personnelles et professionnelles des personnes astreintes ?*
- *Quel a été globalement le coût de l'engagement de la PC ? Le Conseil d'Etat est-il en mesure d'en évaluer l'efficacité ?*

Je remercie par avance le Conseil d'Etat pour les réponses qu'il saura apporter à ces questions.